

[Texte]

figures then I suggest that they study those figures. I suggest that the figures have been documented in other places.

Poor education was a deliberate policy at one time because the prevailing philosophy in Canada was that Indians was not educable. To this I can testify. I can testify that this is true because I personally spent three years in Grade 8 because I was determined—not educable—to go on to high school. I finally went to an experimental high school because they were trying to determine whether Indians were educable or not. This was not many years ago; this was a few years ago, I am not all that old. It is not too long ago that I got out of the experimental school, it was in the nineteen fifties. Because of the policy that existed at one time that Indians were not educable they have poor education today.

I do not think the government is really concerned about money because we know that about 40 per cent of the people in penal institutions today are Indian people. That is a very high percentage. They tell us it costs \$10,000 to \$12,000 per year to keep one person in the penal institutions. There are no complaints about the \$12,000 that they are going to put out to keep someone in jail. If they put all the Indians in jail there would be no complaint about paying the \$12,000 each per year to keep them all in jail. That way the Indians would not be running around the country complaining about the dams that are being built.

I would like to talk about housing in terms of investment. The government and the people of this country can afford to pay for Indian housing in terms of investment; the returns would come as better education, better health and a greater income for the Indian people. The Canadian government does not mind investing dollars in various enterprises. For example, they have no qualms about investing I do not know how many thousands or millions of dollars in protection by equipping and training riot squads. If the money is available, I would suggest that if you take the money away from the riot squads and apply it to Indian people, we might be able to solve some of these problems.

• 1700

One of the difficulties that we continually face is the one that I mentioned at the beginning: we have continuously proposed policies to the Department of Indian Affairs and to the government, and they do not get anywhere.

In conclusion, I would like to answer Mrs. Campagnolo on how we see the Department. The Department of Indian Affairs, from my particular point of view, and I think many Indians would agree with this, is just like a very big bag of water that you put over and slam on top of the Indian people—they cannot move, because this big bag is there and it determines the policies, it determines the rules, it determines the regulations, it determines the dollars, it determines everything that happens as far as the Indian people are concerned. And when the Indian people try to get that big bag off, it just comes right back over again. This is what we are trying to do: we are trying to say, "Look, we want to sit down with people who are policymakers," because the people who are elected on the band council levels are policymakers for Indian people but the band chiefs can be overruled by an assistant, by a clerk's assistant.

[Interprétation]

chiffres, je lui suggère de les étudier. Ces chiffres ont déjà été donnés dans d'autres endroits.

A une certaine époque cette politique de mauvaise éducation était délibérée car beaucoup pensaient au Canada que les Indiens n'étaient pas éducatibles. Je peux prouver que c'est vrai car personnellement j'ai fait trois années de 8<sup>e</sup>, car étant non éducatible on avait déterminé que je ne pourrais pas aller au collège. Finalement j'ai pu entrer dans un collège expérimental, car on essayait de déterminer si les Indiens étaient éducatibles ou non. C'était il n'y a pas si longtemps, il y a quelques années, je ne suis pas si vieux que cela. Il n'y a pas si longtemps que je suis sorti de cette école expérimentale, c'était dans les années cinquante. C'est à cause de cette politique d'autrefois voulant que les Indiens n'étaient pas éducatibles que nous avons une éducation si médiocre aujourd'hui.

Je ne pense pas que les problèmes d'argent préoccupent vraiment le gouvernement car nous savons qu'environ 40 p. 100 des détenus dans les institutions pénitentiaires aujourd'hui sont indiens. C'est un pourcentage très élevé. On nous dit qu'il en coûte de \$10,000 à \$12,000 par année pour maintenir quelqu'un dans une institution pénitentiaire. Personne ne se plaint de ces \$12,000 dépensés pour garder quelqu'un en prison. Si on mettait tous les Indiens en prison, personne ne se plaindrait d'avoir à payer \$12,000 pour chacun par année pour les garder tous en prison. De cette manière les Indiens n'iraient pas partout se plaindre dans le pays au sujet des barrages en construction.

J'aimerais parler du logement du point de vue de l'investissement. Le gouvernement et la population de ce pays peuvent se permettre de payer pour le logement des Indiens du point de vue de l'investissement; on y gagnerait une meilleure éducation, une meilleure santé et de plus grands revenus pour les Indiens. Investir des dollars dans différentes entreprises ne dérange pas le gouvernement canadien. Par exemple, investir je ne sais combien de milliers ou de millions de dollars dans les services de protection en équipant et en formant les brigades spéciales d'intervention, ne l'empêche pas de dormir. Si ces fonds sont disponibles, je prétends qu'en les attribuant aux Indiens plutôt qu'aux brigades spéciales d'intervention, on pourrait résoudre certains de ces problèmes.

Une des difficultés que nous avons et qui est permanente est celle dont j'ai parlé au début: à savoir que nous proposons continuellement des politiques au ministère des Affaires indiennes et au gouvernement et qu'elles n'aboutissent jamais.

Pour conclure, j'aimerais dire à Mme Campagnolo comment nous percevons le ministère. Personnellement, et je pense que beaucoup d'Indiens partageront mon point de vue, je perçois que le ministère des Affaires indiennes comme un très gros sac rempli d'eau qu'on met sur la tête des Indiens—they ne peuvent pas bouger, car ce gros sac est toujours là et c'est lui qui détermine les politiques, les règlements, les règles, le nombre de dollars, tout ce qui arrive pour ce qui est des populations indiennes. Et quand les Indiens essaient de se débarrasser de ce gros sac, il leur retombe aussitôt sur la tête. Ce que nous essayons de faire c'est tout simplement de dire: «Écoutez, nous voulons discuter avec les gens responsables qui font les politiques», car les gens qui sont élus au niveau des conseils de bandes sont ceux qui font les politiques pour les Indiens, mais ces mêmes personnes peuvent voir leurs décisions renversées par un assistant, par un secrétaire adjoint.